



NATIONS UNIES
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE



RAPPORT SEMESTRIEL DE RESULTATS

UNDAF+ 2018-2022

Janvier - Juin 2021



Introduction



En République centrafricaine, la crise post-électorale de janvier 2021 a occasionné des pertes en vies humaines, des dommages matériels sans compter les conséquences sur le plan socio-économique. Cette persistance de l'insécurité s'est ajoutée à la crise sanitaire liée à la pandémie de la COVID-19.

En dépit de ce contexte politico-sécuritaire, le Système des Nations unies, uni dans l'action aux côtés du gouvernement centrafricain et de ses partenaires techniques et financiers, a accéléré la mise en œuvre des solutions durables en matière de consolidation de la paix, de l'accès aux services sociaux de base de qualité et de la relance économique.

Sur le plan sécuritaire, outre l'appui à la formation et au redéploiement des forces de sécurité intérieures et à la restauration de l'autorité de l'Etat, une attention particulière a été accordée à la création et à l'opérationnalisation des comités de gestion des crises transfrontalières. D'autres efforts conjoints dans le domaine de la cohésion sociale se sont poursuivis et intensifiés.

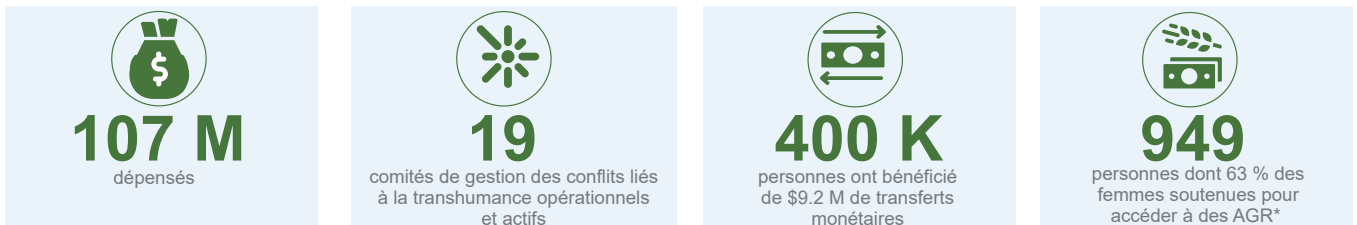
Pour lutter contre la pandémie de la COVID-19 et atténuer ses effets sur l'économie du pays et les revenus des ménages, les Nations unies en appui au plan de riposte du gouvernement centrafricain et de ses partenaires, ont mis en œuvre des programmes de transferts monétaires au profit des populations de Bangui et de l'arrière-pays. Dans la même lancée, les Nations unies ont mobilisé des groupements de femmes, des jeunes et des plus vulnérables de la communauté autour des activités génératrices de revenus qui ont permis de générer des emplois durables. L'appui à la disponibilisation des vaccins contre la COVID-19 est également à noter.

Le présent rapport met en exergue les efforts conjoints des Nations unies, réalisés dans le cadre de la mise en œuvre du Plan-cadre des Nations unies pour l'assistance au développement (UNDAF+) 2018-2022 qui vient en appui aux priorités nationales. Il couvre la période de janvier à juin 2021 et fournit des données sur les indicateurs les plus représentatifs.

Aperçu du rapport



RÉALISATIONS CLÉS

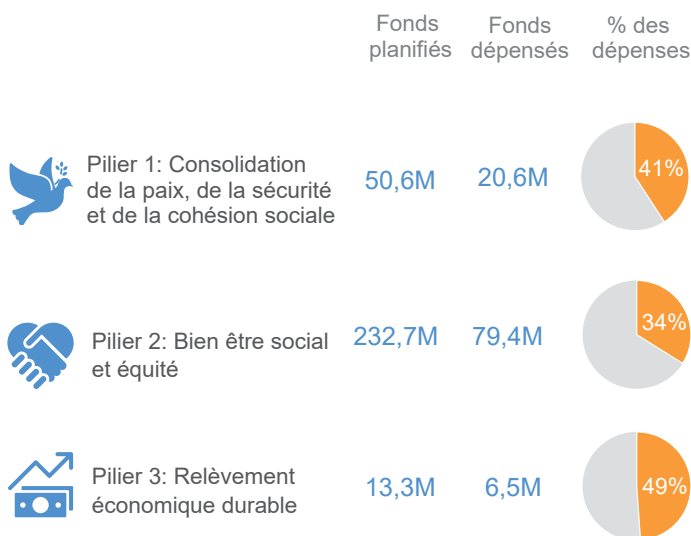


* Activités génératrices de revenus

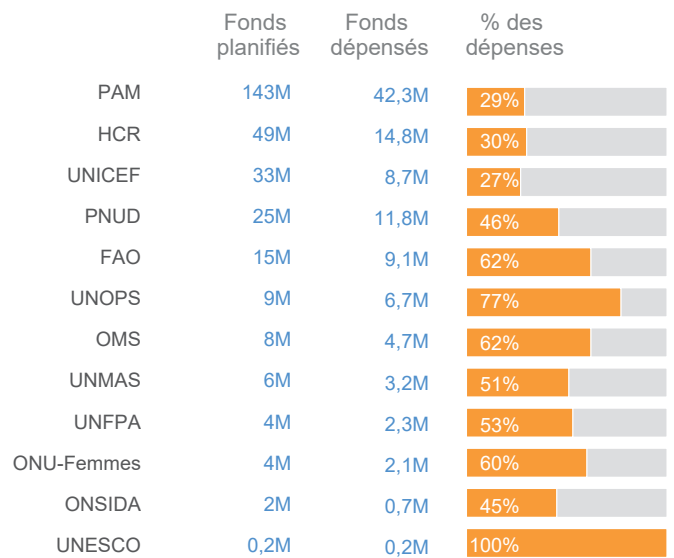
ALLOCATION DES RESSOURCES



Par pilier de l'UNDAF+



Par agence



Promouvoir des solutions durables pour la paix et la bonne gouvernance



Pour atteindre les résultats fixés dans l'UNDAF+, le SNU a appuyé des solutions durables telles que le désarmement et la réintégration des ex-combattants et des enfants associés aux groupes armés, ainsi que le respect des droits humains à tous les niveaux.

Au premier semestre 2021, le SNU a davantage renforcé son approche nexus en accentuant la cohérence et la complémentarité entre les acteurs humanitaires, du développement et de la paix. Un des exemples de la réussite de cette approche est dans la ville de Bangassou, qui comme d'autres villes n'a pas échappé à la crise qui a secoué la RCA depuis mars 2013. Grâce à l'action de SNU, un accord de paix entre les parties en conflit a été signé et un comité de suivi a été mis en place. Les services de santé sont dorénavant fonctionnels, les enfants vont de nouveau à l'école et la vie économique reprend. Aujourd'hui, Bangassou se relève et devient un exemple pour d'autres villes du pays.

Le SNU a soutenu les processus de dialogue politique participatif, incluant les femmes et les populations marginalisées, débouchant sur le renforcement des capacités de prévention et de gestion pacifique des conflits dans l'objectif de promouvoir la cohésion sociale et la réconciliation nationale. La formation des acteurs judiciaires et des forces de sécurité au droit humanitaire et aux droits humains, la mise en place des comités de gestion des conflits liés à la transhumance, la prise en charge juridique et judiciaire des victimes de violences sexuelles et basées sur le genre sont quelques exemples d'interventions visant à soutenir la restauration de l'Etat de droit et l'autorité publique sur l'ensemble du territoire national.

Olga Simandele sensibilise les communautés à la paix et à la cohésion sociale

En mai 2021 un conflit a éclaté entre les communautés de l'axe Ngrevai-Kotamale dans la Nana-Gribizi occasionnant des morts et un déplacement massif de populations. C'est dans ce contexte qu'Olga Simandele a rejoint Tierce Partie Neutre (TPN) de Kaga-Bandoro, groupe composé de leaders communautaires et des autorités locales. Soutenu par le SNU, les TPN mènent des actions de sensibilisation pour un retour à la paix et à la cohésion sociale au sein des communautés.

« Nous tenons des réunions avec les personnes déplacées qui se trouvent dans un camp à Kaga-Bandoro. Les gens ont peur et la plupart d'entre eux ont perdu leur maison et tout ce qu'ils possédaient » Olga explique.

Grâce aux projets intégrés du SNU les populations dans les camps de déplacés commencent à retourner dans leurs villages. « Nous voyons aussi que la circulation entre les villages a repris. De façon volontaire, les communautés se débarrassent de leurs armes. Nous voyons les maisons détruites être reconstruites avec le soutien du Cash for work » elle explique.

Crédit : MINUSCA





Pilier 1 Consolidation de la paix, de la sécurité et de la cohésion sociale

D'ici à 2021, les institutions politiques et administratives et les Organisations de la société civile (OSC) promeuvent et contribuent à la paix, la sécurité, la réconciliation nationale et les droits humains.

D'ici à 2021, les institutions politiques et administratives et les OSC promeuvent et contribuent à l'état de droit et à la bonne gouvernance.

RÉALISATIONS CLÉS



* Protection contre l'exploitation et les abus sexuels

INDICATEURS

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Nombre d'acteurs judiciaires (magistrats, greffiers) formés, encadrés et opérationnels	Atteint: 133			
Nombre de comités de gestion des conflits liés à la transhumance opérationnels et actifs	Atteint: 19	Cible: 24	79%	
Nombre de combattants éligibles désarmés et démobilisés	Atteint: 721	Cible: 1000	72%	
Nombre de bénéficiaires du programme RVC (ciblant les éléments affiliés aux groupes armés non éligibles au PNDDRR, les jeunes enclins à la violence, et autres membres des communautés notamment les femmes)	Atteint: 4736	Cible: 5750	82%	
Nombre de membres des forces de sécurité intérieure déployés sur l'ensemble du territoire national	Atteint: 173	Cible: 600	29%	
Nombre de membres des forces de sécurité intérieure formés aux droits humains, à la protection des civils, à la protection des enfants, à la prévention des violences liées aux conflits et des violences sexuelles et sexistes, et aux relations entre civils et militaires	Atteint: 222	Cible: 300	74%	
Nombre de victimes de violences basées sur le genre ayant reçu une assistance juridique et judiciaire	Atteint: 917	Cible: 876	105%	
Nombre de cas de violations des droits humains et du droit humanitaire international, y compris les violations graves à l'encontre des enfants et les violences sexuelles liées au conflit, portés à l'attention des autorités ou des groupes armés et résolus	Atteint: 175	Cible: 250	70%	

Améliorer l'accès à des services sociaux de base et de qualité pour tous



Au premier semestre 2021, le SNU a appuyé la réalisation des priorités de l'UNDAF+ en matière d'éducation, d'accès à l'eau et à l'assainissement, de santé, de protection sociale et de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le SNU a aussi soutenu une réponse efficace à la pandémie de la COVID-19 et a adressé ses retombées sanitaires et sociales par des programmes intégrés.

En adoptant une approche basée à la fois sur le principe de "ne laisser personne pour compte" et sur l'égalité des genres, l'appui du SNU a favorisé l'accès aux services de santé reproductive adaptés aux filles et aux femmes vivant avec handicap, ainsi qu'un accès équitable à des services sociaux de base, y compris pour les populations les plus vulnérables telles que les réfugiés, les déplacés internes et les personnes vivant avec handicap.

Le SNU a également accompagné le gouvernement pour entamer les réformes nécessaires telles que la révision de la Politique Nationale de l'Eau en l'adaptant à l'Agenda 2030 et la redynamisation du Mécanisme de réponse rapide incluant le système de surveillance et d'alerte précoce visant à identifier en temps réel les crises nutritionnelles.

Gerardo reconstruit sa vie à l'aide d'un appui en cash

Gerardo est un jeune homme de 33 ans qui vit dans la localité de Bossembélé, à 155 kilomètres au nord-ouest de Bangui.

Ce joyeux de nature nous explique comment il arrivait à se débrouiller pour vivre avant que l'épidémie de COVID-19 ne touche sa communauté.

« À l'époque, je faisais des bricoles, je réparais les téléphones et les radios, mais avec cette pandémie, tout a été bloqué. La nourriture est devenue chère, il n'y a plus de mouvement, on est seulement à la maison » déplore Gerardo.

Gerardo, qui est l'un des bénéficiaires du projet « Cash4Covid » dans sa communauté, est très heureux du soutien qu'il a reçu. *« Cet argent va me permettre de gérer les dépenses quotidiennes, mais surtout de construire un kiosque pour faire des transferts de crédit de communication. »*

Crédit : UNICEF





Pilier 2 Bien-être social et équité

D'ici 2021, les populations centrafricaines, particulièrement les plus vulnérables, ou à risque de l'être, utilisent les services sociaux de base de façon durable, en particulier la santé, l'éducation, la protection sociale, l'eau et l'assainissement selon les normes de qualité.

D'ici 2021, les filles, femmes, garçons et hommes en Centrafrique, en particulier les plus vulnérables ou à risque de l'être, utilisent de façon durable les services de qualité en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

RÉALISATIONS CLÉS



35

écoles dotées de points d'eau fonctionnels et de latrines séparées par sexe



41,1%

d'enfants de moins d'un an enregistrés à l'état civil



31%

de réfugiés vivant avec handicap ayant reçu des services (cash et non-cash)



2,6 K

de femmes enceintes ayant reçu des antirétroviraux pour prévenir la transmission du VIH de la mère à l'enfant

INDICATEURS

Pourcentage d'enfants de 6 à 11 mois vaccinés contre les maladies cibles du Programme élargi de vaccination (PEV) en routine

Atteint: 42% Cible: 80%

Nombre de Formations sanitaires (FOSA) dotées de points d'eau fonctionnels

Atteint: 16 Cible: 20 80%

Pourcentage d'enfants enregistrés à l'état civil au cours des 6 derniers mois

Atteint: 41%

Pourcentage de réfugiés vivant avec handicap ayant reçu des services (cash et non cash) pour leurs besoins spécifiques

Atteint: 31%

Taux de guérison des cas de malnutrition aiguë sévère

Atteint: 82% Cible: 90%

Nombre de personnes bénéficiaires des programmes de transfert monétaire

Atteint: 449 K Cible: 500 K* 90%

Nombre d'organisations de jeunesse renforcées et mobilisées pour promouvoir la Santé sexuelle et reproductive (SSR) des adolescents vivant avec handicap, notamment dans les établissements pour PDI

Atteint: 10 Cible: 10 100%

Pourcentage de structures offrant au moins trois services de santé reproductive adaptés aux adolescents et jeunes vivant avec handicap

Atteint: 28% Cible: 10%

Nombre de femmes enceintes recevant les ARV pour la PTME

Atteint: 2605 Cible: 3700 70%

Nombre d'écoles dotées de latrines séparées filles/garçons

Atteint: 35 Cible: 50 70%

Nombre d'écoles dotées de points d'eau fonctionnels

Atteint: 36 Cible: 50 72%

Nombre d'infrastructures éducatives construites

Atteint: 5 Cible: 5 100%

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Créer des communautés résilientes et une croissance économique inclusive



Le SNU a réaffirmé son engagement en faveur du relèvement économique et la relance des secteurs productifs en RCA. En adoptant le principe de la croissance inclusive, le SNU a soutenu des solutions durables répondant aux besoins des populations les plus vulnérables en termes d'offres d'opportunités et de moyens de subsistance durables.

Le SNU a soutenu l'accès de la population centrafricaine, notamment les jeunes et les femmes, à des opportunités pour renforcer leur capacité d'autonomisation socio-économique. Par exemple, 800 personnes (dont 60% de femmes) ont bénéficié des formations en entrepreneuriat pendant le premier semestre 2021. Aussi, environ 2 500 personnes, dont 1 000 jeunes, ont pu disposer d'activités génératrices de revenus durables. Les interventions du SNU ont aussi pris en compte la gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles.

Le soutien du SNU dans l'adoption de deux documents, à savoir le Document stratégique de foresterie participative et la Stratégie nationale de développement durable et de l'environnement, sont des exemples concrets de la promotion d'une croissance verte et durable.

Emmanuel est devenu un expert d'agriculture locale

Lorsqu'il étudiait pour obtenir son diplôme commercial, Emmanuel rêvait de devenir entrepreneur et de gagner beaucoup d'argent. Mais une fois le diplôme en poche, ce jeune homme de 29 ans n'a pas trouvé d'emploi dans sa ville natale de Bangui.

Emmanuel a pensé qu'il existait néanmoins une solution qui lui permettrait de gagner de l'argent et de vivre de son travail : l'agriculture. Il y aura toujours de l'argent à gagner avec la production alimentaire s'est-il dit, parce qu'après tout, tout le monde doit manger !

Grâce aux programmes d'écoles pratiques d'agriculture et d'apprentissage qui offrent une formation agricole et entrepreneuriale aux jeunes résidant en milieu rural, Emmanuel a créé un groupe pour les jeunes entrepreneurs, « E MAÏ ».

Emmanuel et les membres de E MAÏ sont désormais les personnes que les membres de leur communauté viennent consulter pour apprendre les techniques améliorées de petite agriculture.

« Les gens viennent nous demander des avis et des conseils que nous leur donnons volontiers. C'est notre contribution aux progrès de la communauté », déclare Emmanuel. Il ajoute « Quelques jeunes des environs de notre site de maraîchage se sont joints au groupe pour apprendre. Nous voulons vraiment innover et ouvrir de nouvelles perspectives aux jeunes. »

Crédit : FAO





Pilier 3 Relèvement économique durable

D'ici 2021, les institutions politiques et administratives, les OSC et le secteur privé mettent en œuvre des programmes et approches qui renforcent la résilience des communautés urbaines et rurales face aux crises et aux changements climatiques.

D'ici 2021, les institutions politiques et administratives, les OSC et le secteur privé mettent en œuvre des politiques, programmes et réformes axés sur la croissance économique inclusive (bonne gouvernance économique, relèvement et création d'emplois) et la gestion transparente, éthique et durable des ressources naturelles.

RÉALISATIONS CLÉS



INDICATEURS

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

<p>Nombre d'acteurs par catégorie (ménages agricoles, services étatiques et sociétés privées) impliqués dans la restauration des paysages dégradés</p> <p>Atteint: 208 Cible: 3040 7%</p>	
<p>Nombre d'acteurs nationaux mobilisés pour la promotion d'un environnement protecteur des droits des femmes et des filles relatif au foncier</p> <p>Atteint: 1000* Cible: 1000 100%</p> <p><small>* Dont 500 femmes à Bambari et 500 à Béringo</small></p>	
<p>Nombre de réseaux maîtrisant les approches de résilience (AVEC, clubs d'écoute, CEP, etc.)</p> <p>Atteint: 412 Cible: 300 137%</p>	
<p>Nombre de bénéficiaires occupant d'activités génératrices de revenus viables, par sexe</p> <p>Atteint: 949* Cible: 6434 15%</p> <p><small>* Dont 598 femmes</small></p>	
<p>Existence d'un document de politique nationale de l'environnement</p> <p>Atteint: 1* Cible: 1 100%</p> <p><small>* Document stratégique de foresterie participative</small></p>	
<p>Nombre de secteurs prioritaires ayant développé des politiques spécifiques en faveur de la croissance verte</p> <p>Atteint: 1* Cible: 1 100%</p> <p><small>* Stratégie nationale de développement durable et de l'environnement</small></p>	
<p>Nombre total de personnes ayant accès à d'autres moyens de subsistance (AGR) dans un contexte de crise ou post-crise, par sexe</p> <p>Atteint: 2394* Cible: 6434 37%</p> <p><small>* Dont 1540 femmes</small></p>	
<p>Nombre des cadres de services centraux des Ministères sectoriels formés et utilisant les outils de planification et de coordination des programmes et projets, par sexe</p> <p>Atteint: 129* Cible: 100 129%</p> <p><small>* Dont 18 femmes</small></p>	
<p>Nombre de kilomètres de routes réhabilitées</p> <p>Atteint: 140 Cible: 140 100%</p>	
<p>Nombre d'emplois durables créés pour les jeunes</p> <p>Atteint: 949* Cible: 1850 51%</p> <p><small>* Dont 598 destinés à des filles/femmes</small></p>	



NATIONS UNIES
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE



Nations unies - République Centrafricaine
Bureau du coordonnateur résident du système des Nations unies
PK4 av. B. Boganda, PO box 3338, Bangui, RCA

Suivez-nous :
Twitter : @Rcaunct
Site web : republiquecentrafricaine.un.org